

Le crépuscule de l'Otan

par *Thierry Meyssan*

L'histoire de l'Otan et ses activités actuelles permettent de comprendre comment l'Occident a construit ses mensonges et pourquoi il en est désormais prisonnier. Les éléments contenus dans cet article sont choquants, mais il est impossible de démentir les faits. Tout au plus peut-on s'accrocher aux mensonges et persister à s'y tenir.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 11 JUILLET 2016

ESPAÑOL ITALIANO

L'Otan chante «We are the world»



Lors de la réunion d'Istanbul, le 13 mai 2015, les dirigeants de l'Otan terminent un repas bien arrosé. Ils se moquent des crétins qui croient en leur discours de paix en chantant « We are the world ». On reconnaît sur cette indécente vidéo le général Philip Breedlove, Jens Stoltenberg, Federica Mogherini et de nombreux ministres de la Défense.

Le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan vient de se tenir à Varsovie (7 et 8 juillet 2016). Ce devait être le triomphe des États-Unis sur le reste du monde, ce fut en réalité le début de la débâcle.

Rappelons ce qu'est l'Alliance atlantique.

Ce que fut l'Alliance

Alors que les élites européennes étaient paniquées à l'idée d'une possible accession au pouvoir des Partis communistes, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1949, elles se placèrent sous « parapluie » états-unien. Il s'agissait avant tout d'être en mesure de menacer les Soviétiques pour les dissuader de soutenir les communistes occidentaux.

Les États de l'Ouest étendirent progressivement leur alliance, notamment en y joignant les Allemands de l'Ouest, qui avaient été autorisés à reconstituer leur armée, en 1955. Inquiets des capacités de l'Alliance, l'URSS répondit en créant le Pacte de Varsovie, six ans après la création de l'Otan.

Cependant, avec la Guerre froide, les deux alliances évoluèrent de manière impériale : d'un côté l'Otan dominée par les États-Unis et dans une moindre mesure par le Royaume-Uni, de l'autre le Pacte de Varsovie dominé par l'Union soviétique. De fait, il était devenu impossible de quitter ces structures : l'Otan n'hésita pas à utiliser le Gladio pour organiser des coups d'État et recourir à des assassinats politiques préventifs, tandis que le Pacte de Varsovie envahissait à visage découvert la Hongrie et la Tchécoslovaquie qui avaient émis des velléités d'indépendance.

Avant même la chute du Mur de Berlin, l'Union soviétique mit fin à ce système. Mikhaïl Gorbatchev laissa chaque État membre du Pacte de Varsovie reprendre son indépendance (« My Way ») ce qu'il dénomma ironiquement sa « doctrine Sinatra ». Lorsque l'URSS s'effondra, ses alliés se dispersèrent et il fallut plusieurs années de stabilisation avant que ne se constitue l'actuelle Organisation du Traité de sécurité collective (OTCS). Ayant intégré les erreurs du passé, celle-ci est basée sur une stricte égalité des États membres.

Notons au passage que l'Otan comme le Pacte de Varsovie sont des organisations contraires à la Charte des Nations unies car les États membres perdent leur indépendance en acceptant de placer leurs troupes sous commandement états-unien ou soviétique.

Contrairement à la Russie, les États-Unis sont restés un empire et continuent à utiliser l'Otan pour mener leurs alliés à la baguette. L'objectif initial de faire pression sur les Soviétiques pour qu'ils n'aident pas les communistes occidentaux à accéder au pouvoir n'a plus de raison d'être. Il ne reste donc qu'une tutelle états-unienne.

En 1998, l'Otan livra sa première guerre, contre un État minuscule

(l'actuelle Serbie) qui ne l'avait aucunement menacée. Les États-Unis créèrent lentement les conditions du conflit, formant la mafia kosovare au terrorisme sur la base turque d'Incirlik, organisant une campagne de terreur en Serbie, puis accusant le gouvernement serbe de la réprimer de manière disproportionnée. L'enclume ayant écrasé la mouche, on constata dans les chancelleries que l'Alliance était en réalité bien lourde et peu efficace. On commença alors de profondes réformes.

L'Alliance depuis le 11 septembre 2001

Avec la disparition de l'URSS, il n'y avait plus aucun État au monde capable de rivaliser militairement avec les États-Unis, et donc encore moins avec l'Otan. Celle-ci aurait normalement dû disparaître, mais il n'en fut rien.

D'abord un nouvel ennemi surgit : le terrorisme. Puis, il frappa diverses capitales de l'Alliance, obligeant les États membres à se soutenir les uns les autres.

Bien sûr, il n'y a aucune proportion entre ce que fut le Pacte de Varsovie et une bande de barbus terrés dans une cave en Afghanistan. Pourtant, tous les États membres de l'Otan font mine de le croire, car ils n'ont pas le choix : le seul moyen de protéger sa population est de signer les communiqués de l'Otan, de tenir le discours unique obligé.

Malgré une abondante littérature historique, les Occidentaux n'ont toujours pas compris que l'Otan avait été créée par leurs classes possédantes contre eux et qu'elle est aujourd'hui utilisée par les États-Unis contre leurs élites. Le cas est un peu différent pour les États baltes et la Pologne, qui sont entrés récemment dans l'Alliance et en sont encore au premier stade de crainte des élites face aux communistes.

La zone géographique presque illimitée de l'Alliance

Si l'Otan était une alliance défensive, elle se bornerait à défendre ses États membres, mais au lieu de cela, elle a élargi sa zone d'intervention géographique. À la lecture du communiqué final de Varsovie, on constate

qu'elle se mêle de tout : de la Corée —où les États-Unis n'ont toujours pas signé de paix avec la République démocratique— à l'Afrique —où le Pentagone espère toujours installer l'AfriCom—. La seule partie du monde qui lui échappe, c'est l'Amérique latine, zone réservée de Washington (« doctrine Monroe »). Partout ailleurs, les vassaux du Pentagone sont priés d'envoyer leurs troupes pour défendre les intérêts de leur suzerain.

L'Alliance est aujourd'hui de toutes les guerres. C'est elle qui coordonna la chute de la Libye, en 2011, après que le commandant de l'AfriCom, le général Carter Ham, eut protesté contre l'emploi d'Al-Qaïda pour renverser Mouamar el-Kadhafi. C'est encore elle qui coordonne la guerre contre la Syrie depuis l'installation de l'Allied Land Command, en 2012, à Izmir en Turquie.

Au fur et à mesure, des États non-européens ont été intégrés dans l'Otan, avec des niveaux divers de participation. Les derniers en date sont le Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Qatar et le Koweït, qui disposent chacun d'un bureau au siège de l'Alliance depuis le 4 mai.



Le nouveau siège de l'Alliance, à Bruxelles, vient d'être construit pour la modique somme d'un milliard de dollars.

Ce que l'Alliance est aujourd'hui

Chaque État membre est prié de s'armer pour participer aux prochaines guerres et d'y consacrer 2 % de son PIB, même si l'on est en réalité encore loin du compte. Ces armes devant être compatibles aux normes Otan, il est prié de les acheter à Washington.

Certes, il reste des productions nationales d'armement, mais pas pour

très longtemps. Ainsi au cours des vingt dernières années, l'Otan a systématiquement poussé à détruire les usines aéronautiques militaires de ses États membres, sauf celles des États-Unis. Le Pentagone a annoncé la création d'un avion multirôle à un prix imbattable, le *F-35 Joint Strike Fighter*. Tous les États en ont commandé et fermé leurs propres usines. Vingt ans plus tard, le Pentagone n'est toujours pas en mesure de produire un seul de ces avions à tout faire et doit présenter des F-22 bricolés durant les foires d'armement. Les clients sont constamment sollicités pour financer les recherches, tandis que le Congrès étudie la relance de la production d'anciens avions car, probablement, le F-35 ne verra jamais le jour.

L'Otan fonctionne donc comme une entreprise de racket : ceux qui ne payent pas devront affronter des attentats terroristes.

Les États-Unis ayant poussé leurs alliés à devenir dépendants de leur industrie militaire, ils ont cessé de la perfectionner. Pendant ce temps, la Russie a reconstitué son industrie d'armement et la Chine est sur le point d'y parvenir. D'ores et déjà l'armée russe a dépassé le Pentagone en matière conventionnelle. Le système qu'elle a pu déployer à l'Ouest de la Syrie, en mer Noire et à Kaliningrad lui permet d'inhiber les commandes de l'Otan qui a dû renoncer à la surveiller dans ces régions. Et en matière aéronautique, elle produit déjà des avions multirôle à faire pâlir d'envie les pilotes de l'Alliance. La Chine, quant à elle, devrait également dépasser l'Otan en matière conventionnelle d'ici deux ans.

Les Alliés assistent donc à la décrépitude de l'Alliance, qui est aussi la leur, sans réagir, à l'exception du Royaume-Uni.

Le cas de Daesh

Après l'hystérie des années 2000 à propos d'al-Qaïda, un nouvel ennemi nous menace : l'Émirat islamique en Irak et au Levant, « Daesh ». Tous les États membres ont été priés de rejoindre la « Coalition mondiale » (sic) et de le vaincre. Le sommet de Varsovie s'est félicité des victoires remportées en Irak et même en Syrie malgré « l'intervention militaire de la Russie, sa présence militaire importante, son soutien au régime » qui forment une « source de risques et [de] défis supplémentaires pour la sécurité des Alliés » (sic) [1].

Chacun ayant bien compris que l'Émirat islamique avait été créé en 2006 par les États-Unis, on nous assure que l'organisation s'est aujourd'hui retournée contre eux, comme on nous l'avait asséné à propos d'al-Qaïda. Pourtant, le 8 juillet, alors que l'Armée arabe syrienne combattait divers groupes terroristes dont Daesh à l'Est de Homs, l'armée de l'air US est venue les couvrir durant quatre heures. Ce temps a été mis à profit par Daesh pour détruire méthodiquement le pipeline reliant la Syrie à l'Irak et à l'Iran. Ou encore, lors des attentats du 4 juillet en Arabie saoudite (notamment en face du consulat états-unien de Jeddah, de l'autre côté de la rue), Daesh a utilisé des explosifs militaires *high tech* dont seul le Pentagone dispose aujourd'hui. Il n'est donc pas difficile de comprendre que d'une main le Pentagone combat l'Émirat islamique dans certaines zones, tandis que de l'autre, il lui fournit des armes et un soutien logistique dans d'autres zones.

L'exemple ukrainien

L'autre croquemitaine, c'est la Russie. Ses « actions agressives (...) y compris ses activités militaires provocatrices à la périphérie du territoire de l'Otan et sa volonté avérée d'atteindre des objectifs politiques par la menace ou l'emploi de la force, constituent une source d'instabilité régionale, représentent un défi fondamental pour l'Alliance » (sic).

L'Alliance lui reproche d'avoir annexé la Crimée, ce qui est exact, en niant le contexte de cette annexion : le coup d'État organisé par la CIA à Kiev et l'installation d'un gouvernement comprenant des nazis. Bref, les membres de l'Otan ont tous les droits tandis que la Russie viole les accords qu'elle avait conclus avec l'Alliance.

Le sommet de Varsovie

Le sommet n'a pas permis à Washington de colmater les brèches. Le Royaume-Uni qui vient de mettre un terme à sa « relation spéciale » en sortant de l'Union européenne a refusé d'augmenter sa participation à l'Alliance pour compenser l'effort qu'elle a résilié au sein de l'UE. Londres s'est abrité derrière son prochain changement de gouvernement pour

éluder les questions.

Tout au plus a-t-on pu prendre deux décisions : installer des bases permanentes à la frontière russe et développer le bouclier anti-missiles. La première décision étant contraire aux engagements de l'Otan, on procédera en installant des troupes qui alterneront de sorte qu'il n'y aura pas de contingent permanent, mais que des soldats seront toujours présents. La seconde consiste à utiliser le territoire des Alliés pour y déployer des soldats US et un système d'armes. Pour ne pas vexer les populations qu'ils occuperont, les États-Unis ont accepté de placer le bouclier anti-missiles non pas sous leur commandement, mais sous celui de l'Otan. Ce qui ne change que sur le papier car le Commandeur suprême de l'Alliance, actuellement le général Curtis Scaparrotti, est obligatoirement un officier états-unien nommé par le seul président des États-Unis.

Thierry Meyssan

[1] « [Communiqué du Sommet de l'Otan à Varsovie](#) », *Réseau Voltaire*, 9 juillet 2016.

Source : « [Le crépuscule de l'Otan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 juillet 2016, www.voltairenet.org/article192798.html